

0308 Fonctionnaires grecs : UNE LECON D'ECONOMIE

Le fonctionnaire Grec n'est pas responsable de l'absence de gestion Economique.
Les SEULS responsables, comme en France et comme partout dans le monde, ce sont ceux qui organisent l'Economie.

Pour organiser l'Economie, il faut savoir de quoi on parle :

- ou bien c'est libérer le libre échange en l'encadrant moins, comme depuis 60 ans,
- ou bien c'est organiser les règles du partage pour servir le citoyen

Là est le nœud gordien PAS AILLEURS !

Les organisateurs de l'Economie, s'ils ne sont pas des machiavels, ne tiennent plus compte des fondamentaux de l'Economie à commencer par l'IOS Table :

- une production intérieure (Inside) suffisante
- une production vis à vis de l'extérieur (Outside) suffisante pour pouvoir importer sans dette,
- une production de savoirs, de brevets qui sert aux commutations, aux échanges aux transferts (switch)

A partir de ces fondamentaux, et SEULEMENT s'ils sont effectifs, l'Etat peut organiser l'Economie, c'est à dire les conditions de circulation de l'argent COMME IL LE SOUHAITE :

- **A/ soit pour Phagocyter** la démocratie et prendre le Pouvoir pour dominer les citoyens
- **B/ soit pour que TOUS les citoyens puissent vivre librement et dignement**

La façon de faire circuler l'argent s'opère par les prélèvements constitués par les divers impôts et charges que sont principalement l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), l'impôt sur les bénéfices de sociétés (IS), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), les impôts locaux dont font partie la Taxe Foncière et la Taxe d'Habitation, et mille autres endroits ponctuels sur les transactions, le tabac, les droits de mutation etc. dont la liste est infinie et jamais exhaustive.

1/ La solution actuelle de faire circuler l'argent, la cohérence Financière (appelée abusivement « économique ») de mars 2010 appelée (à tort également) le libéralisme.

La façon adoptée par nos gouvernements successifs depuis l'après guerre 39/45 est la façon **A/** ci-dessus, servant à phagocyter la démocratie. L'organisation des recettes est établie **de façon à ce qu'il manque toujours de l'argent** dans les caisses de l'Etat, empêchant ainsi de bien servir les citoyens. Sans argent, la multitude désargentée est ainsi prête à se prostituer pour survivre :

- En acceptant, voire en quémandant des salaires ne permettant pas de vivre dignement car sans travail, même mal payé, il y a certitude de devenir un exclus de la société.
- En travaillant comme fonctionnaire de l'Etat devant obéir aux directives et ordres de l'organisation ratifiée par les députés de l'Assemblée Nationale qui ont « in fine » et depuis le Jeu de Paumes de 1789 TOUS les pouvoirs.

Au fil du temps, les députés sont devenus inopérants, souvent par paresse et également pour faire plaisir aux copains, (tel les partis politiques grecs depuis 20 ans). Les responsables de 1789 se sont débarrassés de leurs responsabilités en les diluant, en créant

- le Sénat,
- le Conseil d'Etat,
- la Justice indépendante et donc libre de faire des vilénies, et autres cours suprêmes permettant de camoufler, en la déléguant, leur SEULE responsabilité,
- les partis politiques

- les mercenaires des partis politiques que sont les représentants de la Haute Fonction Publique, éduqués, élevés et dressés en réseaux dont les membres ont perdu la qualité initiale d'Êtres Humains pour constituer une autre « race », celle de prévaricateurs. Cette race à part a vu son cerveau reptilien, servant à sa survie, évoluer jusqu'à devenir une machine infernale, telle un robot savant qui a décidé de prendre les décisions à la place des Humains, de les classer, de les nommer, de les désigner avec un simple numéro d'identification, le code de sécurité sociale.

Au fil du temps le citoyen est devenu un numéro matricule qui lui donne des droits :

- soit des droits pourris ou nuls pour **ceux qui ont été mis** dans des cases POURRIES. Cela concerne 95% de la population,
- soit des droits exceptionnels pour ceux **qui se sont eux-mêmes mis** dans les cases DOREES de l'argent à gogo et des privilèges. Ces « numéros » (ils jouent le jeu) de ceux qui se sont mis eux-mêmes dans ces cases dorées, ce sont ceux des députés, des politiciens et des fonctionnaires de la haute fonction publique et des dirigeants des grosses entreprises, notamment du CAC 40. Ils jouissent du plus grand pouvoir et du plus grand confort. Ils se désintéressent tant du Bien Public que de la misère CONCRETE du citoyen ordinaire. Loin des besoins et droits légitimes du Peuple, **ils sont devenus incapables** d'analyser le drame qui se prépare et qui va engendrer leur propre mort, tel le scorpion sur le dos de la grenouille, qui ne peut s'empêcher de la piquer au milieu de la rivière et mourir avec elle parce que c'est sa nature de donner la mort.

2/ La seconde solution de faire circuler l'argent est celle d'une cohérence qui ne soit plus financière mais Economique (telle l'Inoppression Active) que l'on peut mettre en place sans délai, sans attendre d'impossibles miracles venant de l'Europe ou d'ailleurs. Elle consiste à organiser les recettes de l'Etat pour que les citoyens ne manquent JAMAIS d'argent.

Organiser les recettes pour que les citoyens ne manquent jamais d'argent

A/ COMPRENDRE CE QUI NE VA PAS

pour BIEN organiser le Service Public et bien servir le citoyen, il faut comprendre pourquoi l'actuel gouvernement ne peut pas avoir assez d'argent pour le faire, en rappelant les principes et réalités.

ASSIETTES DU RECYCLAGE

Le recyclage, fiscal/social s'opère principalement sur le travail et l'activité, en IRPP, en IS, en charges sociales, en TVA sur les moyens de production, en TIPP etc..

La décennie 1970 ou le passage à la société de pléthore

Avec le progrès, les machines remplacent les travailleurs, fabriquent mieux plus vite et à moins cher qu'avec des salariés. Les ex-salariés ne perçoivent que de faibles assurances chômage. Ils n'ont plus les moyens de faire face aux charges de la vie courante. Ils ne peuvent plus acheter sans emprunter. Un nombre croissant de citoyens crédules, prenant pour argent comptant les déclarations de nos politiciens, à savoir que tout ira mieux demain, devant les nécessités de survie, vont finir par se ruiner en entrant dans le cercle du surendettement.

Le sort des désargentés

C'est alors l'assommoir accablant; les huissiers, les saisies, la privation des biens et même du logement, malheurs qui font les choux gras des émissions de télévision qui servent à rassurer le téléspectateur qui n'en est pas encore là et qui ne croit pas que ça va lui arriver. Quand ça lui arrive, il désespère, tombe souvent malade, parfois se suicide comme ce fut les cas pour des salariés d'entreprises, dont nationales, des cultivateurs, des commerçants etc... Pour ceux qui n'ont pas assez de courage ou de désespoir pour se suicider, c'est l'exclusion de tout droit qui engendre la mauvaise santé, les cancers.

Le RSA (qui ne permet d'acheter que l'essentiel pour survivre fût-il cancérigène) devient lui-même un vrai parcours du combattant quand il est « suspendu » par erreur ou autre condition imprévue.

Le sort des entreprises

Avec tant de gens désargentés dont le nombre s'accroît, les entreprises ne vendent plus, leurs chiffres d'affaires périclitent. Les entreprises doivent faire des économies pour faire partie de celles qui verront les acheteurs restant ne pas les abandonner. Pour vendre moins cher que les autres entreprises appelées à disparaître et qui disparaissent effectivement, les entreprises achètent souvent des machines, plus rentables que les Hommes, et souvent licencient. Le nombre de chômeurs désargentés incapables d'acheter augmente. On avance inexorablement dans un cycle infernal, où les moins « grosses » entreprises disparaissent et où les plus importants trusts seront les derniers à disparaître.

Le sort des entrepreneurs et des consommateurs

Employeurs qui ne vendent plus leurs produits et consommateurs, dont le ex-employés, qui ne peuvent plus acheter les stocks existants, voilà les conséquences d'un manque de pouvoir d'achat, d'un manque d'argent circulant.

A cause du manque d'argent circulant, l'implosion est INEVITABLE si les députés ne réagissent pas. Si les députés laissent aux membres des réseaux, dont ceux de Bercy, le droit de perpétuer l'organisation de la pénurie en phagocytant la démocratie, on doit s'attendre à une paralysie progressive de la production, causant la perte des capacités de production et la sclérose des savoirs.

La solution

La solution à la crise consiste à adapter nos assiettes fiscales/sociales au PROGRES, à la REALITE de L'OFFRE et à la REALITE de la DEMANDE, en recyclant l'argent sur une CIRCULATION LIBEREE des échanges, concernant TOUS les citoyens INITIALEMENT et régulièrement DOTES.

Passant du CERCLE VICIEUX de l'absence croissante de circulation d'argent, au CERCLE VERTUEUX d'une croissance SATISFAISANTE et REGULIERE de circulation d'argent, les entreprises retrouvent des clients, ont besoin d'embaucher en offrant des salaires contractuels au citoyen qui n'est plus obligé de travailler en étant mal payé pour survivre.

L'adoption des assiettes fiscales/sociales de l'Inoppression Active entraîne une CIRCULATION REGULIERE de suffisamment d'argent pour DOTER D'UN DIVIDENDE DU PROGRES systématiquement et automatiquement, sans autre condition que l'appartenance à la nationalité.

ET SI LE MODELE D'INOPPRESSION ACTIVE EST MIS EN PLACE

**Si donc pour ce faire
une majorité de députés s'y engageant
sont élus par les citoyens**

TOUS LES CITOYENS, TRAVAILLANT OU NON, de la façon et concrète, démontrée réaliste, énoncée sur ce site Internet critiqueduliberalisme.com, percevront désormais un dividende du progrès des siècles passés, dont rien ne justifie qu'il soit accaparé par quelques-uns.